

SOS LHH59/10

9263-S

(1964)



V. D. 9260 : Suppression des facilités
de circulation accordées aux Adminis-
trations publiques (à dater du 1.7.46)

A
Traité pour la délivrance de facilités
de circulation à certains hauts fonctionnaires
de la Délégation Générale à l'Equipe-
ment National

C.A. 19. I.44 I2 VII

Traité pour la délivrance de facilités de circulation à certains hauts fonctionnaires de la
Délégation Générale à l'Equipe-
ment National

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 19 janvier 1944

QUESTION VII - Traité pour la délivrance de facilités de
circulation à certains hauts fonctionnaires de la Délégation
Générale à l'Equipement National.

P.V. (p.4) Sur la proposition de M. LE PRESIDENT, le Conseil approuve le traité, qui sera conclu dans le cadre des dispositions de l'article 29 du Cahier des Charges.

Sténo (p.12)

M. LE PRESIDENT.- Ce traité prévoit la délivrance de 5 cartes nominatives à parcours général, destinées au Directeur de l'Urbanisme et de la Construction Immobilière, au Directeur de l'Equipement des Communications et au Directeur de l'Equipement Industriel, avec un ~~abattement~~ abattement de 20% sur le tarif normal des abonnements de même parcours.

Ce traité paraît justifié par les relations de service que nous entretenons avec la Délégation Générale à l'Equipement National.

Le Conseil approuve le traité.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du 19 janvier 1944

VII - Traité pour la délivrance de facilités de circulation
à certains hauts fonctionnaires de la Délégation
Générale à l'Equipement National.-

Voir Mémoire A 4-22
Traité

7

Ru

om

Janvier 1944

N O T E

pour Messieurs les Membres du Conseil d'Administration

au sujet d'un projet de Traité avec la Délégation Générale à l'Équipement National pour la délivrance de cartes de circulation à certains hauts Fonctionnaires de la Délégation.

La Délégation Générale à l'Équipement National a été instituée par la loi du 23 Février 1941 pour établir et soumettre au Gouvernement un plan général d'Équipement National comprenant les grands travaux à effectuer par l'État, les départements, communes, établissements publics et Sociétés concessionnaires de Services publics.

Elle nous a exprimé le désir de conclure un traité avec la S.N.C.F. en vue de munir quelques-uns de ses hauts Fonctionnaires des cartes de circulation nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions.

La réalisation du plan décennal - objet de la loi du 6 Avril 1941 - rend nécessaire une collaboration fréquente entre la Délégation Générale et la S.N.C.F., tant pour les études préliminaires que pour l'exécution elle-même et le financement des travaux.

Cette collaboration justifie, au regard de l'article 29 du Cahier des Charges, la conclusion d'une Convention de cette nature.

La demande concerne trois cartes nominatives à parcours général destinées au Directeur de l'Urbanisme et de la Construction Immobilière, au Directeur de l'Équipement des Communications et au Directeur de l'Équipement Industriel.

Ces cartes seraient accordées avec une réduction de 20 % sur le tarif normal des abonnements de même parcours, qui paraît justifiée par les relations de service définies ci-dessus.

Sur ces bases, la recette annuelle pour la S.N.C.F. ressortirait à 94.000 Frs.

J'ai l'honneur de prier Messieurs les Membres du Conseil

d'Administration de bien vouloir approuver le projet de traité ci-joint pour la délivrance de cartes de circulation à la Délégation Générale de l'Equipement National.

signé : LE BESNERAIS.

TRAITEMENT

ENTRE :

M. SURLEAU, Inspecteur Général des Services, faisant fonctions de Délégué Général à l'Équipement National,

d'une part,

et la Société Nationale des Chemins de fer Français, dont le siège est à PARIS, 89, rue Saint-Lazare, représentée par M. FOUILLER, Président du Conseil d'Administration, et M. BOUTET, Vice-Président du Conseil d'Administration,

d'autre part,

Vu les articles 17 et 29 du Cahier des Charges de la S.N.C.F.

Vu l'article 16, § d du décret-loi du 12 Novembre 1938.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er

La Société Nationale des Chemins de fer Français mettra à la disposition de la Délégation Générale à l'Équipement National trois cartes de circulation nominatives valables en 1ère classe sur l'ensemble de ses lignes pour le Directeur de l'Urbanisme et de la Construction Immobilière, le Directeur de l'Équipement des Communications et le Directeur de l'Équipement Industriel.

ARTICLE 2

X Après accord entre les parties sur la période d'utilisation de ces cartes, le Ministère de l'Éducation Nationale versera à la S.N.C.F., pour chaque carte, une somme représentant la valeur d'un abonnement en 1ère classe sur l'ensemble de ses lignes, au tarif commercial en vigueur au moment de la délivrance de la carte, avec abattement de 20 %.

Cette somme sera payable en deux versements, à la fin de chaque semestre.

Les cartes de circulation prévues au présent traité seront décomptées à partir du premier jour du mois de leur délivrance et jusqu'au dernier jour du mois de leur restitution au Secrétariat Général de la S.N.C.F.

Tout retard dans le règlement d'une échéance semestrielle

imputable à la Délégation Générale à l'Equipeement National, donnera lieu au versement à la S.N.C.F. d'intérêts moratoires au taux d'escompte de la Banque de France majoré de 1 %, courant à partir de l'expiration d'un délai de 45 jours à dater de la remise de la facture correspondante.

ARTICLE 3

La réduction consentie sur le présent traité tient compte des relations que la Délégation Générale à l'Equipeement National entretient avec la S.N.C.F. à l'occasion de la préparation et de l'exécution de travaux intéressant le chemin de fer.

ARTICLE 4

La présente Convention expirera le 31 Décembre 1944. Elle sera renouvelable d'année en année, par tacite reconduction, chaque partie se réservant le droit de la faire cesser au 31 Décembre d'une année quelconque en prévenant l'autre au moins trois mois à l'avance.

Elle sera établie sur papier non timbré et enregistrée gratis par application de l'article 1er du décret du 15 Octobre 1939.

FAIT à PARIS, en triple exemplaire le

Pour la Société Nationale des
Chemins de fer Français,

Le Président du Conseil d'Administration,

L'Inspecteur Général
des Services, faisant fonctions
de Délégué Général à l'Equipeement
National,

Le Vice-Président
du Conseil d'Administration,